

Février 2012

Note socio-économique

Dépenses militaires au fédéral

En cette période de turbulences économiques et de déficits gouvernementaux, les différents gouvernements du monde demandent à leur population de se serrer la ceinture et appliquent des politiques d'austérité. Le Canada ne fait pas exception à cette règle. Pour lutter contre un déficit anticipé de 32,3 G\$¹ en (2011)–2012, le gouvernement fédéral prévoit l'application de coupes budgétaires allant de 4 à 8 G\$ dans le prochain budget². Pourtant, certains postes de dépenses semblent à l'abri de cette politique d'austérité : c'est le cas de la Défense nationale. Dans cette note socio-économique, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) propose d'étudier l'évolution des dépenses militaires canadiennes en regard des pressions que subissent les finances publiques et l'économie.

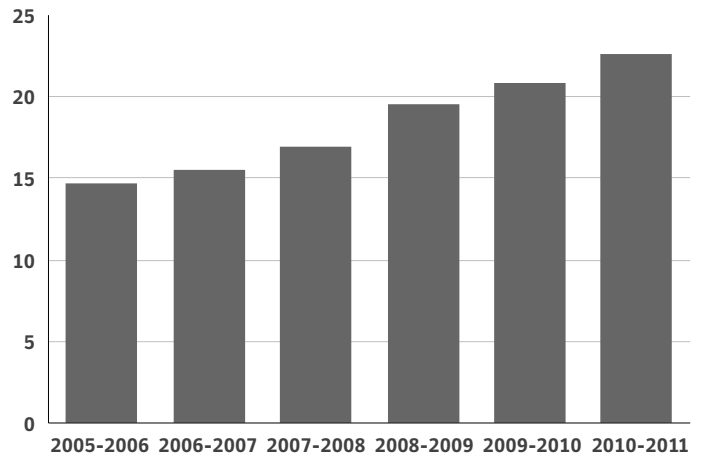
Depuis la fin des années 1990, les dépenses militaires connaissent une hausse continue au Canada. Que ce soit en raison de la participation du pays à la guerre en Afghanistan, de la volonté d'affirmer la souveraineté canadienne en Arctique, de faire valoir l'importance militaire du Canada sur la scène internationale ou pour moderniser les équipements des Forces armées, le budget de la Défense nationale ne cesse de connaître d'importantes majorations.

Durant les années qui ont suivi la fin de la Guerre froide, les fonds dédiés aux dépenses militaires ont connu une baisse marquée. Après un minimum de 9,4 G\$³ atteint en 1998, ces dépenses ont lentement amorcé une remontée jusqu'à rejoindre et dépasser, en 2005, le niveau de 1989. Leur tendance actuelle à la hausse est donc antérieure aux événements du 11 septembre 2001 et à la « guerre au terrorisme » qui sert souvent à les justifier.

Les années récentes présentent toutefois une recrudescence importante de ces dépenses, sous l'égide du gouvernement Harper. Comme le montre le graphique 1, les dépenses militaires

au Canada ont augmenté de 8 G\$ entre 2005–2006 et 2010–2011, soit une augmentation de 54,2 %⁴.

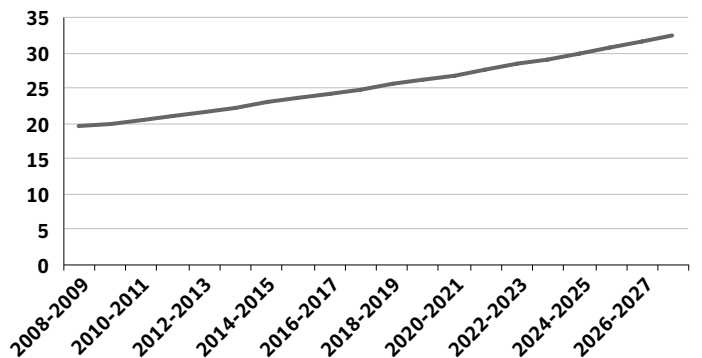
GRAPHIQUE 1 Évolution des dépenses militaires au Canada 2005–2006 à 2010–2011, en millions de \$



Source : *Rapport sur les plans et les priorités 2006–2007*, Défense nationale; et Budget supplémentaire des dépenses (C), 2007–2008, 2008–2009, 2009–2010, 2010–2011, Gouvernement du Canada.

Il ne s'agit nullement d'un fait d'exception ou d'une mesure temporaire : le gouvernement canadien a déclaré vouloir prolonger l'augmentation rapide des ressources attribuées à ses forces armées au cours des 20 prochaines années. Selon la *Stratégie de défense Le Canada d'abord*, la période allant de 2008–2009 à 2027–2028 sera marquée par un accroissement constant des dépenses militaires de l'ordre de 2,7 % en termes nominaux et de 0,6 % en termes réels⁵.

GRAPHIQUE 2 Évolution prévue des dépenses militaires au Canada 2008–2009, 2027–2028, en milliards de \$

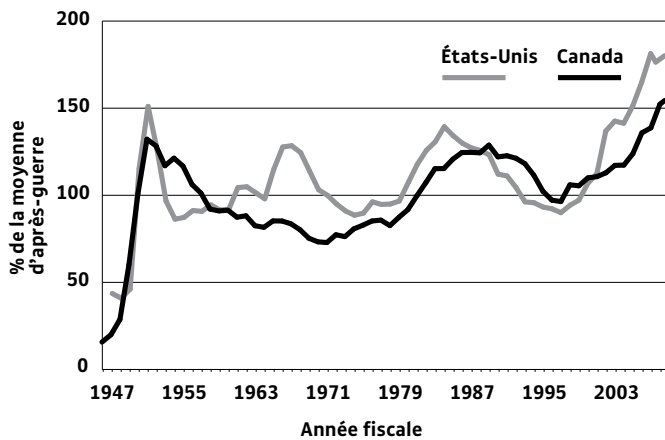


Source : *Stratégie de défense Le Canada d'abord*, Gouvernement du Canada, 2008. Calcul de l'auteur.

Selon le graphique 2, le gouvernement fédéral dépensera en 2027–2028 plus de 30 G\$ pour les activités de la Défense nationale. Lors du dévoilement du budget fédéral 2010, le ministre des Finances a annoncé son intention de diminuer d'un milliard l'augmentation projetée, afin de mieux contrôler les dépenses dans un contexte de lutte au déficit, mais cela laisse tout de même intact le cœur du projet d'investissements du gouvernement.

Fait intéressant, on constate que le niveau actuel des dépenses militaires au Canada est plus élevé qu'à n'importe quel moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le graphique 3 compare les dépenses militaires annuelles du Canada et des États-Unis à la moyenne de ces dépenses depuis 1947. On y constate trois choses : que le niveau de dépenses militaires du Canada dépasse aujourd'hui de plus de 50 % leur niveau moyen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, que ce niveau de dépenses est le plus élevé en plus de 60 ans et que – à l'exception de la période de la guerre du Vietnam – le niveau des dépenses militaires canadiennes est calqué sur celui des États-Unis.

GRAPHIQUE 3 Évolution des dépenses militaires canadiennes et états-uniennes par rapport à la moyenne post-Seconde Guerre mondiale 1947–2009



Source : ROBINSON, Bill, *Canadian military spending 2010-2011*, Ottawa, CCPA, 2011.

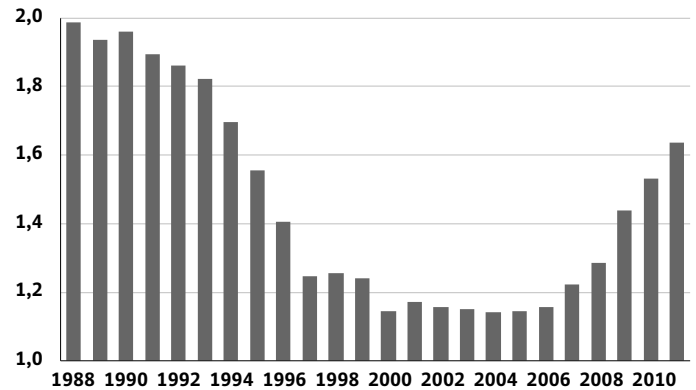
Les dépenses militaires : un fardeau plus lourd pour l'économie canadienne et les finances publiques

Comme l'a montré la section précédente, les dépenses militaires sont en progression. Il est important de mettre en lumière le fardeau de plus en plus lourd que représente ce choix budgétaire du gouvernement pour l'économie canadienne et les finances publiques.

Comme on le voit au graphique 4, la part des dépenses militaires dans l'économie canadienne, soit la part de ces dépenses

dans le PIB canadien, est en croissance depuis 2005. À la fin des années 1980, cette part avait grandement diminué en raison de la fin de la Guerre froide, jusqu'à atteindre un plancher de 1,1 % du PIB en 2000. Depuis, la part des dépenses militaires dans l'économie a connu une hausse de 43 %.

GRAPHIQUE 4 Dépenses militaires au Canada en % du PIB, 1988-2011



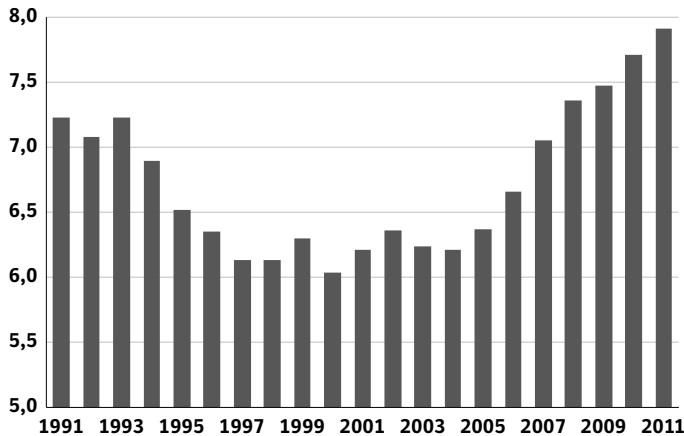
Source : Perspective Monde, Université de Sherbrooke. <http://perspective.usherbrooke.ca/>

La part projetée des dépenses militaires dans le PIB, soit 1,6 %, situe le Canada parmi les pays du monde qui ont les plus importantes dépenses militaires. À titre comparatif, mentionnons que les autres pays du G8 qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité de l'ONU (soit l'Allemagne, l'Italie et le Japon), consacrent en moyenne 1,3 % de leur PIB aux dépenses militaires. À 1,3 %, la moyenne des pays de l'OCDE est également plus basse que le taux de dépenses militaires affiché par le Canada⁶.

Du point de vue des finances publiques, la situation canadienne est également problématique en raison de la part toujours grandissante qu'occupent les dépenses militaires au sein du budget global de l'État canadien. Comme le montre le graphique 5, le gouvernement fédéral consacrait, en 2000, 6 % de son budget au financement de la Défense nationale. Depuis, la hausse est constante et rapide. En 2011, il est estimé que la part des dépenses budgétaires du gouvernement canadien accaparée par les dépenses militaires aura atteint près de 8 %.

Bref, les dépenses militaires représentent un poids toujours plus lourd à porter pour les Canadiennes et les Canadiens sans que ces dépenses ne produisent nécessairement des retombées avantageuses pour la collectivité. Du point de vue économique, il s'agit en effet d'un secteur d'activité contestable en raison des « pertes humaines » immanquablement associées à l'industrie militaire ; et du point de vue des finances publiques, le gouvernement, pour chaque hausse des dépenses militaires, réduit d'autant sa capacité d'action dans ses autres sphères d'activités.

GRAPHIQUE 5 Dépenses militaires au Canada en % des dépenses du gouvernement fédéral, 1991-2011



Source : Perspective Monde, Université de Sherbrooke. <http://perspective.usherbrooke.ca/>

Les dépenses exceptionnelles

Une série de choix politiques explique l'actuelle explosion des dépenses militaires au Canada. Parmi ceux-ci, voyons brièvement le cas de la mission en Afghanistan et celui de l'achat des avions de chasse F-35.

En 2009, un rapport du département de la Défense nationale indiquait que les coûts supplémentaires dus à la présence canadienne en Afghanistan pour la période 2001-2002, 2010-2011 s'élèveraient à 8 G\$⁷. Pourtant, une année plus tôt, un rapport du Directeur parlementaire du budget, M. Kevin Page, estimait que l'impact de cet engagement serait beaucoup plus coûteux pour les contribuables⁸. Selon ses calculs, les coûts excédentaires causés par la présence canadienne en Afghanistan se sont élevés d'une somme comprise entre 5,9 G\$ à 7,4 G\$ pour la seule période 2001-2002, 2007-2008. Pour la période allant de 2008-2009 à 2010-2011, ces coûts s'élèveront à une somme pouvant atteindre 8 G\$. Au final, la présence canadienne en sol afghan aura coûté, de 2001 à 2011, entre 13 et 16 G\$ aux contribuables canadiens⁹.

Notons également que durant la période 2008-2028, le gouvernement prévoit effectuer des achats d'équipement pour un montant allant jusqu'à 60 G\$¹⁰. Ces achats comprendront notamment des avions C-17 et C-130, des navires de patrouilles extracôtiers, des hélicoptères CH-47F, des véhicules et systèmes de combat terrestre, des destroyers et des frégates, etc. On retrouve également dans cette liste les avions de chasse F-35. La Défense nationale chiffre le coût d'achat de ces avions à 9 G\$ et leur coût d'entretien à 7 G\$, pour une facture globale de 16 G\$. Toutefois, de nouvelles estimations révèlent que le coût d'entretien de ces avions pourrait finalement s'élever à 19,6 G\$¹¹. En y ajoutant une légère augmentation du prix d'achat (soit 700

M\$¹²), c'est 29,3 G\$ que le gouvernement canadien s'appête à dépenser pour l'achat de nouveaux avions de chasse.

Conclusion

Cette note montre que les dépenses militaires sont en forte augmentation au Canada. Par ailleurs, le gouvernement dit manquer d'argent pour d'autres secteurs d'importance critique, comme la santé, l'éducation et la protection de l'environnement. Si le gouvernement du Canada ne consacrait pas autant d'argent à ses dépenses militaires, il pourrait aujourd'hui répondre plus adéquatement aux défis posés par la crise économique mondiale et les changements climatiques.

En fait, ramener la proportion actuelle des dépenses militaires (7,9 %) à celle qui prévalait en 2005, soit 6,4 % des ressources financières de l'État fédéral, équivaldrait à effectuer dès maintenant des économies de l'ordre de 4,7 G\$. Cette somme d'argent serait assurément plus utile en étant transférée aux provinces canadiennes qui peinent à financer adéquatement leurs réseaux de santé et d'éducation. À la lumière de la présente note socio-économique, la décision du gouvernement canadien de diminuer les transferts fédéraux en santé nous semble d'autant moins justifiable.

Philippe Hurteau

chercheur à l'IRIS

Notes

- 1 *Le budget en bref*, Gouvernement du Canada, 2011.
- 2 <http://www.cyberpresse.ca/le-droit/actualites/sur-la-colline-parlementaire/201201/29/01-4490575-le-prochain-budget-federal-au-coeur-des-preoccupations.php>
- 3 *The Government Expenditure Plan and The Main Estimates – 1998-99*, Gouvernement du Canada, 15-2.
- 4 *Rapport sur les plans et les priorités 2006-2007*, Défense nationale; et *Budget supplémentaire des dépenses (C), 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011*, Gouvernement du Canada.
- 5 *Stratégie de défense Le Canada d'abord*, Gouvernement du Canada, 2008.
- 6 ROBINSON, Bill, *Canadian military spending 2010-2011*, Ottawa, CCPA, 2011.
- 7 *Rapport sur les plans et les priorités 2010-2011 : Partie III – Budget des dépenses*, Défense nationale.
- 8 *Impact financier de la mission canadienne en Afghanistan*, Ottawa, Bureau du Directeur parlementaire du budget, 2008.
- 9 À cela il faut ajouter, bien entendu, un lourd bilan humain tant du côté canadien que de celui de la population afghane.
- 10 *Stratégie de défense Le Canada d'abord*, Gouvernement du Canada, 2008.
- 11 <http://www.ledevoir.com/politique/canada/318453/plus-de-29-milliards-us-pour-les-f-35>
- 12 *Idem*.



IRIS

**Institut de recherche
et d'informations
socio-économiques**

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), un institut de recherche indépendant et progressiste, a été fondé à l'automne 2000. Son équipe de chercheur-e-s se positionne sur les grands enjeux socio-économiques de l'heure et offre ses services aux groupes communautaires et aux syndicats pour des projets de recherche spécifiques.

Institut de recherche et d'informations socio-économiques
1710, rue Beaudry, bureau 2.0, Montréal (Québec) H2L 3E7
514 789 2409 · www.iris-recherche.qc.ca

ISBN 978-2-923011-15-8